



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

www.reriss.org

Numéro 06

**REVUE D'ETUDES ET DE RECHERCHES
INTERDISCIPLINAIRES EN
SCIENCES SOCIALES**



ISSN: 2788 – 275X

Décembre 2023



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

ORGANISATION

Directeur de publication

Monsieur BAHA-BI Youzan, Professeur Titulaire de Sociologie du Développement Economique et Social, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Directeurs de la rédaction

Monsieur TOH Alain, Maître de Conférences de Sociologie du Développement rural, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Monsieur DJE Bi Tchan Guillaume, Maître de Conférences de Psychologie génétique différentielle, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Secrétariat de rédaction

KOFFI-DIDIA Adjoba Marthe, Maître de Conférences de Géographie rurale, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Monsieur SEHI Bi Tra Jamal, Maître de Conférences de Sociologie du Développement Economique et Social, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Monsieur BAH Mahier Jules Michel, Maître de Conférences de Sociologie du Politique, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Mademoiselle N'CHOT Apo Julie, Maître-Assistant de Sociologie de la Famille et de l'Education, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Madame KOUAME Solange, Maître-Assistant (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Comité Scientifique

Monsieur AKA Adou, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur AKA Kouamé, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur ALLOU Kouamé René, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur ASKA Kouadio, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur ATTA Koffi Lazare, Directeur de recherches (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur BAH Henry, Professeur Titulaire (Université Alassane Ouattara, Bouaké, RCI)



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

Monsieur BANEGAS Richard, Professeur Titulaire (Institut d'Etudes Politiques, Paris, France)

Monsieur BIAKA Zasséli Ignace, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur BOA Thiémélé Ramsès, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur CHAUVÉAU Jean Pierre, Directeur de Recherches (IRD, Montpellier, France)

Monsieur DAYORO Z. A. Kévin, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur DEDY Séri Faustin, Maître de Recherches (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur DOZON Jean Pierre, Directeur de Recherches (EHSS, Marseille, France)

Monsieur EZOUA C. Thierry A., Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur GOGBE Téré, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur HAUHOUOT Célestin, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur IBO Guéhi Jonas, Directeur de Recherches (Université Nangui Abrogoua, Abidjan, RCI)

Madame KOFFIE-BIKPO Céline Yolande, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KONE Issiaka, Professeur Titulaire (Université Alassane Ouattara, Bouaké, RCI)

Monsieur KOUADIO Guessan, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KOUAKOU N'Guessan F., Professeur Titulaire (Université Alassane Ouattara, Bouaké, RCI)

Monsieur KOUASSI N'goran F., Directeur de Recherches (Université Alassane Ouattara, Bouaké, RCI)

Monsieur KOUDOU Opadou, Professeur Titulaire (Ecole Normale Supérieure, Abidjan, RCI)

Monsieur N'DA Paul, Professeur Titulaire (Ecole Normale Supérieure, Abidjan, RCI)

Monsieur N'DOUBA Boroba F., Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

Monsieur TRA Fulbert, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Comité de lecture

Monsieur ADJA Vanga Ferdinand, Professeur Titulaire (Université Peleforo Gon Coulibaly, Korhogo, RCI)

Monsieur NASSA Dabié Axel, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur AGNISSAN Aubin, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KEI Mathias, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KONIN Séverin, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KOUAKOU Ossei, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KOUDOU Landry Roland, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur DIGBO Gogui Albert, Maître-Assistant (Université Jean Lorougnon Guédé, Daloa, RCI)

Madame LODUGNON-Kalou Evelyne (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur NKELZOK KOMTSINDI Valère, Professeur Titulaire (Université de Douala, Douala, Cameroun)

Madame PIRON Florence, Professeur Titulaire (Université Laval, Montréal, Canada)

Monsieur YOMB Jacques, Maître de Conférences (Université de Douala, Douala, Cameroun)

Monsieur OTEME Appolos Christophe, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur OUAKOUBO Gnabro, Professeur Titulaire (Université Peleforo Gon Coulibaly, Korhogo, RCI)



SOMMAIRE

Préface

BAHA-BI Youzan

Les mineurs du centre d'observation et les détenus des prisons de bouaké à l'épreuve de la covid-19 : entre adaptabilité et détérioration de la santé mentale

KOUADIO Wah, BALLO Yacouba & KONE Patrice M'Bétien.....1

Départ nouveau et violence dans les Universités publiques ivoiriennes : cas de l'Université Félix Houphouët-Boigny

N'GORAN Konan Raoul Acka, DADIE Synzi Serges-Sylvère & BAH Mahier Jules Michel15

Crise de confiance dans les relations civilo-militaires dans le district d'abidjan

BARRY Abdouramane.....27

Service civique et facteurs politico-administratifs de la montée de l'incivisme dans la ville de Man (Ouest de la Côte d'Ivoire)

FREANDE Lucie Odile, AKA Amand De Sales & BAH Mahier Jules Michel39

Système éducatif ivoirien et problématique de la scolarisation de la jeune fille en milieu rural au Centre-Ouest : cas du village de Than

SOHO Gueye Raoul.....51

Perceptions et pratiques des Ivoiriens en rapport avec des personnes vivant avec le VIH en Côte d'Ivoire

TANY Atte François & YESSOTHIE Aristide Luc.....65

Facteurs sociaux de l'accès aux emplois prestigieux des diplômés issus de l'Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INP-HB) de Yamoussoukro

ANDOH Yannick-Donald.....79



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

PREFACE

La Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales vient apporter une réponse à une multitude d'interrogations des Chercheurs et Enseignants-Chercheurs de l'Unité de Formation et de Recherche des Sciences de l'Homme et de la Société (UFR-SHS) d'une part, et des étudiants de Master et de Doctorat d'autre part. Quatre raisons fondamentales justifient a priori ces interrogations et cette naissance.

- La première est que toute Université ou institution d'enseignement supérieur ne vaut que par la puissance de ses recherches et des résultats de celles-ci. Les colloques, les Séminaires, les journées scientifiques, les symposiums, les tables rondes ou tout autre meeting d'intérêt scientifique, à caractère national et ou international, doivent y contribuer.
- La deuxième est que les résultats et/ou les produits des travaux de recherche doivent être publiés pour être connus dans le monde scientifique. Telle doit être la vision ou l'ambition de tout chercheur. Telle est aussi la mission de toute revue scientifique de qualité.
- La troisième est que la recherche supporte l'enseignement et en assure la qualité et la pérennité. La recherche assure la renommée de l'Université sur le plan international. Cela est d'autant plus vrai que le Professeur HAUHOÛT Asseypo, ancien Président de l'Université de Cocody écrivait dans la préface de la première Edition 2000 de l'Annuaire de la Recherche ceci : « par sa dynamique holistique, la recherche apparaît comme le meilleur garant de l'avenir et de la solidarité qu'il n'est même pas exagéré de dire que toutes les autres activités tiennent d'elle leur légitimité. » La revue constitue indiscutablement en la matière le support idéal.
- La quatrième raison est que la promotion des Chercheurs et des Enseignants-Chercheurs, leur épanouissement scientifique, pédagogique et leurs profils de carrière dans les différents grades du CAMES passent inévitablement et nécessairement par les publications dans des revues de référence.

En rapport avec ces quatre raisons, il est à constater que depuis la fin des années 1980, l'éclatement de l'ancienne Faculté des Lettres Arts et Sciences Humaines en quatre UFR a consacré la disparition des Cahiers de la Faculté et des Annales de l'Université. L'UFR-SHS qui compte onze départements, dont six filières d'enseignement, trois Instituts et deux Centres de Recherche, ne dispose plus de revue à sa dimension. Il est bon de rappeler à juste titre que l'UFR-SHS est la plus grande de par ses effectifs d'étudiants (15 700), de Chercheurs et d'Enseignants-Chercheurs (500 environ) et de personnels administratifs et techniques « PAT » (100 environ).

S'il est vrai que chaque département fait l'effort de se doter d'une ou de deux revues caractérisées généralement par des parutions intermittentes ou irrégulières, à défaut de disparaître purement et simplement faute de moyen, il n'en demeure pas moins que cela est largement en deçà des attentes.



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

Il va sans dire que la plupart des Chercheurs et Enseignants-Chercheurs s'adressent à des revues étrangères en Afrique, en Europe et/ou en Amérique pour publier leurs travaux avec des fortunes diverses (rejets d'articles, retard des publications et longues attentes etc.).

C'est donc pour résoudre un tant soit peu ces problèmes que les équipes de recherche, les Conseils de département et le Conseil d'UFR-SHS ont suggéré la création de deux revues scientifiques à l'UFR.

La première sera destinée aux publications des travaux de recherche en sciences sociales et humaines. La deuxième revue publiera, outre les résultats des recherches en sciences sociales, les communications des spécialistes d'autres disciplines scientifiques (sciences médicales, juridiques, économiques, agronomiques, etc.).

Cela devra résoudre ainsi les problèmes d'interdisciplinarité et pluridisciplinarité dans la mesure où les sciences sociales sont des sciences transversales au carrefour de toutes les disciplines.

Pour ce faire, la périodicité à terme est de deux parutions annuelles, c'est-à-dire une parution semestrielle pour chaque revue.

En ce qui concerne particulièrement la Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales (RERISS), l'on devra admettre des numéros spéciaux et des parutions exceptionnelles selon les intérêts et les enjeux du moment.

Il pourra, par exemple, s'agir des numéros spéciaux consacrés aux travaux d'étudiants (Doctorants et Masterants), des actes de colloques et séminaires, des études de projets d'intérêt scientifique avec des partenaires extérieurs, ainsi que de toute autre initiative pouvant aboutir à une mise en commun des travaux issus de plusieurs spécialités et sujets dans divers domaines de la recherche scientifique.

C'est l'exemple de ce tout premier numéro RERISS qui sera mis à la disposition du public en vue de bénéficier des critiques et observations de la communauté Scientifique pour une réelle amélioration.

Toutefois l'accent doit être mis (et ce serait l'idéal) sur les parutions thématiques semestrielles en rapport avec l'actualité du moment.

Si ce principe est acquis, l'on doit s'atteler à préserver ou à sauvegarder la pérennité de la revue et à assurer sa pleine promotion sur le long terme. Cette promotion et cette pérennisation doivent se faire grâce à la mobilisation et la détermination de l'ensemble des animateurs de la revue tous les grades universitaires confondus.

L'on doit ensuite s'atteler à régler la fameuse question de financement qui bloque généralement tout projet de cette nature. En effet la pérennisation et le rayonnement d'une revue de référence dépendent aussi et surtout de ses moyens financiers. Pour éviter une existence éphémère à la RERISS, il est souhaitable que les responsables de la Revue fassent d'abord un minimum de sacrifice par des cotisations à un montant supportable. Ensuite, tous les responsables et animateurs doivent souscrire à un abonnement obligatoire, ce qui signifie : à chacun son exemplaire (à un coût qui sera fixé d'un commun accord). Enfin, tous les auteurs sans exception, désireux de publier



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

doivent contribuer à une hauteur financièrement supportable aux frais d'édition de leurs travaux.

Telles sont les suggestions susceptibles d'aider les animateurs de cette revue à assurer un minimum de garantie pour sa survie.

Par notre volonté commune et notre détermination, ce projet peut devenir une réalité pour le bonheur des initiateurs, en particulier des Chercheurs et Enseignants-chercheurs de l'UFR.

Pour terminer, je tiens à remercier tous ceux qui œuvrent inlassablement chaque jour de façon désintéressée afin que ce qui était naguère un rêve devienne une réalité. Il s'agit en premier lieu de tous les membres du Laboratoire d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales, qui constituent plus qu'une équipe de recherche, un esprit à nul autre pareil.

Il s'agit ensuite de tous les Chercheurs et Enseignants-chercheurs, membres des différents comités (Comité scientifique, Comité de lecture, Comité de rédaction, etc.).

Il s'agit encore de la Direction des Editions Universitaires de Côte d'Ivoire (EDUCI).

Il s'agit enfin des membres fondateurs de la RERISS, garants moraux et scientifiques de la survie de cette œuvre commune.

Merci à vous tous.

Vive la recherche à l'UFR-SHS et longue vie à la revue RERISS.

**Professeur BAHA-BI Youzan
Directeur de Publication RERISS**



FACTEURS SOCIAUX DE L'ACCÈS AUX EMPLOIS PRESTIGIEUX DES DIPLOMES ISSUS DE L'INSTITUT NATIONAL POLYTECHNIQUE FELIX HOUPHOUËT-BOIGNY (INP-HB) DE YAMOOUSSOUKRO

ANDOH Yannick-Donald

Doctorant à l'Institut d'Ethnosociologie (IES)
Université Félix Houphouët-Boigny
yannickdonaldandoh@gmail.com

Résumé

Cette communication analyse l'influence des caractéristiques sociodémographiques et socioéconomiques sur l'accès aux emplois prestigieux occupés par les diplômés issus de l'Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire.

Elle s'appuie sur une approche qualitative. A l'issue de la présentation de l'évolution de l'emploi en Côte d'Ivoire, l'étude montre que l'accès aux emplois prestigieux des diplômés des Grandes écoles en général et ceux issus de l'Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INP-HB) de Yamoussoukro en particulier, est tributaire de leur origine sociale.

Mots-clés : Accès aux emplois prestigieux - INP-HB - Origine sociale - Grande École publique.

Social factors in access to prestigious jobs for graduates from the Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INP-HB) in Yamoussoukro

Abstract

This communication analyzes the influence of sociodemographic and socioeconomic characteristics on access to prestigious jobs occupied by graduates from the Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny in Ivory Coast.

It is based on a qualitative approach. At the end of the presentation of the evolution of employment in Ivory Coast, the study shows that access to prestigious jobs for graduates of Grandes écoles in general and those from the Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INP-HB) of Yamoussoukro in particular, is dependent on their social origin.

Keywords: Access to prestigious jobs - INP-HB - Social origin - Major public school.

Introduction

En Côte d'Ivoire, depuis 1960, les différents gouvernements qui se succèdent au pouvoir sont persuadés que l'instruction est un investissement pour un meilleur avenir socioéconomique du pays et des citoyens. Ainsi, presque 40% du budget général de fonctionnement des différents gouvernements a été consacré à l'éducation (Akindès, 2001). De ce fait, l'Etat ivoirien fait de la constitution de l'élite une priorité dans sa politique de développement, pour secourir le pays qui affichait une carence en capital humain locale pour relayer les colons dans les administrations (Koutou, 2007; Bih et al, 2003). L'Etat ivoirien dote le pays en infrastructures et structures socioéducatives pour soutenir le développement économique et social de la nation (Diarra, et al, 2011) et attribut aux Universités et aux Grandes écoles, le monopole de



la production d'une élite intellectuelle, appelée à occuper les postes de responsabilité à travers une formation de qualité (Proteau, 1998).

L'enseignement supérieur public était au service du développement des institutions de l'Etat et a fourni à l'administration et aux institutions de l'Etat les cadres et le personnel nécessaire à son bon fonctionnement et à la réalisation de ses objectifs (Diarra et *al, op. cit.*).

Ainsi, faire des Universités et des Grandes écoles un creuset dans lequel la nation se fonde et renforce la cohésion sociale était le but principal de l'Etat. Dans un premier temps le modèle de développement qui s'est appuyé sur les pôles de l'université d'Abidjan (l'unique université publique à cette époque) et les Grandes écoles publiques d'Abidjan et Yamoussoukro a parfaitement fonctionné. Les cadres formés étaient de très bonnes qualités et les ratios d'encadrement excellents. La performance et la qualité des cadres et ingénieurs ivoiriens formés dans ces structures faisaient référence dans la sous-région et égalaient la qualité de ceux des pays développés. Dans un deuxième temps les entreprises publiques et privées avaient à leur disposition un panel de cadres spécialisés, à même de prendre des décisions stratégiques et d'entreprendre des actions pour un développement cohérent (Valy, 1979).

Les cadres issus de l'INP-HB, dans cette période, ont participé à la conception, réalisation des grands travaux d'infrastructures (routes, ponts, grandes plantations), encadrements du monde paysan, extension de l'administration à l'intérieur du pays, la fourniture de la main d'œuvre qualifiée pour les industries, dans l'informatique et les télécommunications et surtout l'élaboration et l'exécution de politiques et programmes de développement. Les effets de cette politique axée sur la fourniture de cadres performants à l'économie se sont ressentis à travers une croissance soutenue de 8% du PIB sur la période 1960-1978. Les formations dispensaient un certain nombre de valeurs relatives à l'honneur, l'intégrité, le respect de l'autorité, la probité, et surtout l'accès équitable de tous au savoir quelle que soit sa condition sociale. A partir de 1974, la politique postcoloniale de l'Enseignement Supérieur a permis, de procéder à la promotion des cadres ivoiriens, politique appelée communément « ivoirisation des cadres » (Valy, *op. cit.*). Les diplômés issus de l'INP-HB étaient, ainsi, systématiquement insérés en emploi, alors qu'ils se classaient parmi les meilleurs, surtout, lorsqu'ils poursuivaient leurs études en Europe et aux Etats-Unis (Edmée, 2011).

Ainsi, dans cette période, le capital humain, à travers la formation, était le seul facteur qui expliquait les inégalités socioéconomiques sur le marché de l'emploi (AGEPE, 2012).



Cependant cette situation va se dégrader à partir des années 1999 avec le coup d'Etat et l'avènement de la crise militaro-politique-civile de 2010. Ces crises ont fragilisé les fondements de l'économie, favorisé la destruction des infrastructures de base, du potentiel et du capital productif ainsi que la baisse de l'activité économique (Eberhardt et Teal, 2010) et ont instauré un climat d'incertitudes économique et politique qui va être préjudiciable à l'économie nationale tout entière. D'abord, l'ensemble des projets d'infrastructures publiques va être gelé, puis l'investissement privé domestique va chuter de 13% entre 1999 et 2000 (Keho, 2005). Les six années après le conflit armé de septembre 2002, ont été également marquées par une croissance économique négative estimée à -0,4 %¹.

Les licenciements et la réduction des embauches observées dans le secteur moderne à la suite des baisses des investissements (public et privé) ont provoqué la marginalisation, l'exclusion d'une certaine partie de la population dans presque tout le pays et toutes les grandes villes. Le nombre de chômeurs s'accroît sans cesse et on compte 800.000 diplômés au chômage selon le Bureau International du Travail².

Cependant, sur 700 diplômés issus de l'INP-HB par an, dont 36 % d'ingénieurs et 64 % de techniciens, le taux moyen d'insertion à 12 mois est de 83 % (AGEPE, *op. cit.*).

Mais, les difficultés budgétaires apparues au niveau des Etats et concomitamment la privatisation des nombreuses entreprises publiques sont des éléments qui contribuent à réorienter les recherches d'emploi en direction du secteur privé (N'guessan, 2001).

Or, il a été observé que l'INP-HB a constitué son propre réseau social d'insertion professionnelle afin de faciliter l'accès à l'emploi de ses diplômés. En effet, l'INP-HB a fait recours à ses anciens diplômés en emploi dans le but d'encadrer leurs cadets à travers des stages en entreprise, et surtout, de leur faciliter l'insertion professionnelle après la formation.

Cependant, l'on constate qu'entre les individus de niveau d'instruction égal³, seulement 6,5% des diplômés accèdent aux postes de cadres, et 76% occupent des rangs de subalternes (AGEPE, 2012).

Ainsi l'occupation des postes de responsabilité apparaît, dès lors, comme tout sauf une donnée naturelle. En Côte d'Ivoire, désormais, l'accès à ces emplois est devenu un processus qui respecte une certaine disposition liée aux acteurs (familles, amis, collègues des diplômés) dans l'investissement de la sphère professionnelle (Place et Vincent, 2009 ; Proteau, 1998).

¹ Source: Economie de la Côte d'Ivoire, Op. Cit., p10.

² Source: Côte d'Ivoire, un article de Wikipédia, l'encyclopédie libre, <http://fr.wikipedia.org/wiki>, 2007, p38.

³ Il s'agit des 36 pour cent d'ingénieurs sur les 700 diplômés issus de l'INP-HB pour an.



Ainsi, l'on observe que, la question de l'accès aux caractéristiques des emplois occupés des Grandes écoles publique de Côte d'Ivoire est conditionnée par des déterminismes sociaux résultant de leur origine sociale. Ce constat fait suite à ce que l'acquisition d'un emploi prestigieux n'est pas donnée à tous. Ainsi, l'expression « l'emploi prestigieux » obéit à une certaine posture sociale. Autrement dit, la dynamique d'acquisition suit une certaine logique ou exigence sociale liée à des déterminants sociaux de l'accès à l'emploi tels que mis en exergue par des études. Ces déterminants se cristallisent sur des éléments tels que la famille amis et collègues et les ressources disponibles (sociales, économique, culturelle, symbolique, etc.).

L'objectif de cet article est de montrer comment les caractéristiques sociodémographiques et socioéconomiques déterminent l'accès aux emplois prestigieux des diplômés issus de l'Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny sur marché de l'emploi en Côte d'Ivoire.

Notre analyse portera sur une étude qualitative menée en 2019 sur les ingénieurs issus de l'INP- HB de 2006 à 2011. Notre échantillon a été constitué à l'aide de la technique dite « boule de neige ». Les données ont été recueillies au moyen d'un guide d'entretien et analysées par une analyse de contenu.

I- Méthodes et matériels

S'appuyant sur les données d'une enquête qualitative, cette présentation a été menée à Abidjan et à Yamoussoukro. Elle porte sur les *déterminants sociaux de l'accès à l'emploi occupé par les diplômés de l'INP-HB en Côte d'Ivoire : cas ingénieurs de 2006 à 2011*. Cette partie rend compte de la population et du site ; de l'échantillonnage et les caractéristiques de l'échantillon ; des outils de collecte et les techniques d'analyse des données utilisés.

1- Site de l'étude et population

Cette étude porte sur les diplômés issus de l'INP-HB. De ce fait, l'Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny de Yamoussoukro est le champ de notre étude.

2- Échantillonnage et caractéristiques de l'échantillon

C'est sur la base du phénomène de saturation que la taille de l'échantillon a été obtenue. Dans un contexte de recrutement difficile comme celui des diplômés qui ont terminé leur formation et sans lieu de référence au préalable ; c'est donc à juste titre de constituer notre échantillon à l'aide de la technique dite « boule de neige », où l'on demande à un premier enquêté de nous indiquer comment et où rejoindre quelqu'un d'autre possédant les mêmes caractéristiques cette base, nous avons pu effectuer 30 entretiens semi-directifs d'une durée 45 minutes à 1h 30 minutes. Ces entretiens ont



concerné 30 diplômés en emploi issus de l'INP-HB de 2006 à 2011. Par ailleurs nous avons mené des enquêtes auprès de 2 administrateurs de l'INP-HB.

3- Outils de collecte

Les données ont été recueillies au moyen de guide d'entretien portés sur les caractéristiques sociodémographiques et socioéconomiques des diplômés dans leurs rapports avec le monde du travail ; et l'observation directe grâce à une grille d'observation. La recherche documentaire a également été utilisée pour recueillir des informations à travers l'exploitation des données de la littérature scientifique sur l'emploi en Côte d'Ivoire.

4- Les techniques de collecte de données

Les données recueillies auprès de ceux-ci ont toutes été retranscrites et ordonnées dans le cadre de leurs dispositions face au marché du travail qui conditionnent leur accès aux emplois prestigieux. Les entrevues ont été enregistrées et analysées par une analyse de contenu. Laquelle a permis de déterminer les thèmes développés dans le discours. Le but de cette analyse est de repérer les unités sémantiques qui constituent l'univers du discours. Pour réaliser cette tâche, on procède en deux étapes : La détermination des unités significatives et leur catégorisation.

L'observation directe nous a permis à travers notre présence d'assister certains diplômés issus de l'INP-HB de 2006 à 2011 en emploi afin de voir le type d'emploi qu'ils occupent. En cela, a niveau d'instruction égal (ingénieur), sur 30 diplômés, 25 diplômés occupent des emplois de subalterne. De ce fait, l'acquisition d'un emploi prestigieux implique la mobilisation de plusieurs ressources dont l'origine sociale des diplômés.

Ainsi, deux formes identitaires d'origine sociale ressortent : une forme favorisant l'accès aux emplois prestigieux et une autre forme comme réductrice des chances d'accès à ces emplois.

5- Limites

Pour des raisons structurelles de temps, de financements, de moyens humains les méthodes qualitatives ne peuvent que rarement donner lieu à des recherches sur des échantillons de grande taille contrairement aux recherches quantitatives. Il n'est que rarement possible de proclamer la représentativité de la population étudiée ou la significativité statistique des résultats.

Ainsi, la dissémination des diplômés issus de l'INP-HB, rendant difficile leur contact, nous a amené à n'exploiter uniquement que l'approche qualitative malgré la massification du phénomène.



II- Résultats et discussion

Relevons, dans cette analyse, des résultats prouvant qu'il existe une corrélation entre l'accès aux emplois prestigieux des diplômés issus de l'INP-HB de 2006 à 2011 et leur origine sociale.

Ainsi, il nous appartient donc de montrer que l'origine sociale influence l'accès des diplômés issus de l'INP-HB aux emplois prestigieux. A travers notre recherche, les résultats obtenus se déclinent de la manière suivante :

1. Caractéristiques sociodémographiques et socioéconomiques des diplômés de l'INP-HB

Notre étude a été menée auprès de 30 diplômés en emploi, dont 5 diplômés occupaient, au moment de notre entrevue, un emploi au poste d'ingénieur à la demande seulement de leurs parents cadres supérieurs, tandis que 25 diplômés occupaient des emplois au poste de maîtrise au moment de notre entrevue.

1.1- Niveau d'instruction des enquêtés (Diplômés)

La référence faite au niveau d'études des diplômés de l'INP-HB dans l'analyse de leurs profils en rapport avec le milieu de l'emploi fait suite à la mise relation entre la scolarité et le niveau de l'emploi exercé. Ainsi, les diplômés qui ont fait l'objet de notre enquête, au nombre de 30 sont tous des ingénieurs.

Dans l'ensemble, l'analyse de ces données montre que les diplômés de l'INP-HB ont un capital humain très élevé, dans la mesure où 3 proviennent du lycée Sainte Marie de Cocody, 16 du lycée classique d'Abidjan, 11 du lycée scientifique de Yamoussoukro.

1.2- Catégorie socioprofessionnelle des parents des diplômés

La mise en relief de la catégorie socioprofessionnelle traduit le milieu d'appartenance en termes de capitaux disponibles dans les familles des diplômés. En effet, le choix d'exprimer l'activité socioprofessionnelle des parents, découle de l'identification de la compréhension de l'origine sociale des diplômés à partir de l'activité sociale ou des professions des parents. Cet état de fait peut aussi bien expliquer la probabilité d'occuper un emploi prestigieux.

1.2.1- Cadres supérieurs comme parents de diplômé

Au nombre des 30 diplômés issus de l'INP-HB de 2006 à 2011, 5 diplômés, soit 16,66% disposent d'un emploi au poste d'ingénieur et ont des parents de catégorie socioprofessionnelle cadre supérieur.



1.2.2- Cadres moyens comme parents de diplômés

Au nombre des 30 diplômés issus de l'INP-HB de 2006 à 2011, 9 disposent d'un emploi au poste de maître, soit un taux de 30% et ont des parents de catégorie socioprofessionnelle cadre moyen.

1.2.3- Retraités comme parents de diplômés

Au nombre des 30 diplômés issus de l'INP-HB de 2006 à 2011, 11 disposent d'un emploi au poste de maître et ont des parents retraités, soit un taux de 36,66%.

1.2.4- Paysans comme parents de diplômés

Au nombre des 30 diplômés issus de l'INP-HB de 2006 à 2011, 5 disposent d'un emploi au poste de maître, soit un taux de 16,66% et ont des parents paysans.

Ces données montrent que les diplômés disposant d'un emploi prestigieux sont pour la plupart, issus des familles de catégorie socioprofessionnelle cadres supérieurs, en d'autres termes, ils proviennent de classe sociale supérieure.

Les diplômés ayant un emploi au poste de maîtrise ont des parents de catégorie socioprofessionnelle cadre moyen, retraités et paysans. Cela dénote de l'incapacité des parents à favoriser l'accès à un emploi de cadre à leurs enfants (diplômés).

La domination des parents de catégorie socioprofessionnelle cadres supérieurs des diplômés occupant des emplois de cadre, traduit la nécessité de mobiliser des ressources familiales dans la construction de l'accès aux emplois de cadre de leurs enfants.

2. Influence familiale dans le mode d'accès aux emplois prestigieux chez les diplômés de l'INP-HB de 2006 à 2011

Les données d'enquête montrent que les 30 diplômés ont un niveau d'instruction égal. Cependant, certains accèdent aux postes de cadres, alors que d'autres occupent des rangs de subalternes. En effet, sur les 30 diplômés en emploi, 5 diplômés occupaient, au moment de notre entrevue, un emploi au poste d'ingénieur à la demande seulement de leurs parents cadres supérieurs, tandis que 25 diplômés occupaient des emplois au poste de maîtrise au moment de notre entrevue.

L'analyse des données montre que l'implication de la famille dans le choix de leur enfant, leur permet généralement de pouvoir réussir non seulement leur vie scolaire mais en plus d'accéder aux emplois de cadre après la formation.

L'influence de la famille dans le mode d'accès à l'INP-HB renvoie au niveau de soutien et de collaboration de la famille dans le projet de formation des diplômés.



2.1- Motivations d'accès au projet d'étude à l'INP-HB

La motivation du choix de l'INP-HB et de la filière de formation traduit le processus d'orientation qui déterminera dans une certaine mesure la profession en fin de cycle. Ainsi, cette orientation des diplômés vers l'INP-HB s'observe de diverses manières selon les diplômés.

Selon P B., ingénieur en emploi dans le domaine du management,

« Quand j'entrais à l'INP-HB, mon père était en ce moment-là le Préfet de Yamoussoukro. Il m'a demandé d'intégrer l'école afin d'avoir un avenir assuré. Il m'a ensuite demandé de finir un cycle ingénieur en management et à la suite de cela il m'enverrait faire une formation en commerce à Y SCHOOLS en France ».

Tout comme P B., certains diplômés ont été motivés par leur famille, quant à la définition du choix de leur formation post-baccalauréat, de manière à intégrer les aspirations du néo-bachelier. Le choix du bachelier est alors porté à la connaissance de la famille afin de mieux opérer son orientation.

Chez les diplômés comme P B., c'est-à-dire ceux qui, disposant d'un emploi au moment de l'enquête, la réussite par l'acquisition de leur emploi mieux rémunérée est l'influence de leurs différentes familles à leur entrée à l'INP-HB. Les parents choisissent pour ainsi dire la meilleure formation pour que leurs enfants s'en sortent le mieux possible après leur formation selon les moyens dont les parents disposent.

Il ressort donc, que le monde social est considéré comme divisé en champs qui sont des espaces de domination des agents sociaux. Ces agents sociaux se construisent en fonction de « l'espace social » se décomposant en une pluralité de champs sociaux, qui sont des espaces de domination des agents sociaux. Cette perception des champs est gouvernée par l'habitus, lequel traduit la production de conditions sociales passées et du principe générateur des pratiques et des représentations que l'individu va mobiliser dans ses stratégies. Ce qui revient à mettre en exergue les champs d'action qui militent dans les prises de décision, en l'occurrence, le choix de l'INP-HB qui sonne comme un principe de différenciation des familles dans le processus de l'accès aux postes de responsabilité de leurs enfants. Ainsi, la représentation de la sphère des emplois prestigieux confère aux parents des diplômés ou des diplômés eux-mêmes leurs différents habitus (acquis sociaux) pour pouvoir jauger des instituts de formation et des filières pouvant leur permettre d'accéder à ces types emplois.

De ce fait, les différents milieux familiaux n'apportent pas de la même manière le soutien et la motivation de réussite à leurs enfants, d'autant plus qu'ils ne disposent pas des mêmes acquis sociaux. L'intervention de la famille dans le mode



d'orientation des diplômés apparait, donc, décisive dans le processus de l'accès aux postes de responsabilités.

D'autres diplômés, par contre, se sont retrouvés à l'INP-HB par leur propre volonté sans l'avis des membres de leur famille. Toutefois, ces différentes démarches varient selon les champs de connaissances de l'environnement social du diplômé. Ainsi, le choix de ce projet d'étude peut être exclusivement familial ou individuel.

2.2- Influence de l'origine sociale sur la réussite scolaire et professionnelle

La présente section vise à montrer que l'origine sociale permet de prédire à la fois le capital humain accessible à l'individu et le réseau social qu'il utilisera plus tard pour trouver un emploi. Nous verrons que l'origine sociale influence beaucoup les inégalités sur le marché de l'emploi.

2.3- Ressources des parents et l'accumulation du capital humain

Le niveau d'instruction, la profession et le revenu des parents constituent d'importantes ressources de base pour les enfants et les adolescents dans la création et le développement de leur propre capital humain (Kamanzi et al, 2007).

En Côte d'Ivoire, il n'existe pas d'étude ayant examiné l'influence de l'origine socioéconomique sur l'accès aux grandes écoles publiques. Cependant, au cours des décennies précédentes, l'accès aux Grandes Écoles a évolué dans le sens de l'égalité des chances entre les jeunes issus des milieux favorisés et les jeunes issus des milieux modestes (Akindès, op. cit.). De nos jours, s'il est vrai qu'en Côte d'Ivoire, le taux des jeunes diplômés accédant aux formations des Grandes Écoles publiques a augmenté dans l'ensemble, les écarts entre les diplômés issus des familles à revenus élevés et ceux des familles à revenus modestes ou faible se sont maintenus. Ainsi, la probabilité d'accès aux grandes écoles oscillait autour de 40 % pour les diplômés venant des familles ayant un revenu élevé et autour de 20 % pour ceux venant des familles ayant un revenu modeste ou faible (Akindès, op. cit.).

Les parents de statut socioéconomique élevé transmettent à leurs enfants les moyens et l'environnement propices pour préparer une carrière professionnelle favorable et augmenter leur probabilité d'emploi sur le marché du travail (Kamanzi et al, Idem). Premièrement, ces parents investissent beaucoup de ressources pour permettre à leurs enfants d'avoir une bonne santé physique et mentale ainsi que les moyens nécessaires pour faciliter la réussite aux études. Deuxièmement, les parents ayant réussi leur carrière professionnelle présentent de façon continue des modèles d'attitudes professionnelles de nature à développer chez leurs enfants des aspirations professionnelles élevées. Par contre, les individus issus des familles modestes semblent doublement défavorisés. Premièrement, ils ont moins de probabilités d'accumuler le capital humain suffisant pour répondre aux exigences du marché du



travail. Il en résulte qu'ils sont plus exposés au manque d'emploi de cadre. Deuxièmement, ils manquent de capital social qui leur permet d'accéder à certains postes sur marché de l'emploi. Dans les familles de statut socioéconomique élevé, les échanges et les débats entre parents et enfants tournent souvent autour des sujets de nature à provoquer des aspirations scolaires, économiques et professionnelles élevées. Il a été constaté que les jeunes issus des classes socioéconomiques aisées développent des stratégies de réussite scolaire et des aspirations scolaires élevées – grandes écoles ou universitaires et que, entre autres, c'est ce qui expliquerait pourquoi, à tous les niveaux d'enseignement, les jeunes issus des milieux aisés font preuve de réussites scolaires plus élevées que ceux des milieux populaires (Kamanzi et al, *ibidem*).

Autant le processus d'initiation au travail de production dans la société traditionnelle était associé aux relations entre les parents et les jeunes, autant, dans la nouvelle société industrielle, l'accumulation du capital humain sous forme de connaissances et d'habiletés techniques à l'école est fortement dépendante de la nature du capital social dont jouissent les enfants et les adolescents dans les familles. Plus les interactions entre les parents et les enfants sont bonnes, moins ces derniers éprouvent des problèmes de conduite et d'échec social. La présence physique des parents en famille est en soi une condition nécessaire pour que s'établisse le capital social, mais celui-ci est encore plus influencé par la qualité des interactions entre les parents et les jeunes.

Ainsi, dans notre étude, au nombre des 30 diplômés issus de l'INP-HB en emploi au moment de l'entrevue, 25 sont issus des familles modestes et des rangs de subalterne, soit un taux de 83% et ont des parents de catégorie socioprofessionnelle cadre moyen, retraités et paysans comme parents des diplômés et occupaient un emploi au poste de maîtrise au moment de l'entrevue. Par contre, 5 diplômés, soit un taux de 16,66% sont issus des classes socioéconomiques aisées avec des parents de catégorie socioprofessionnelle cadre supérieurs, diplômés, soit 16,66% disposent d'un emploi au poste d'ingénieur au moment de l'entrevue. À partir de ces données, il ressort que ces diplômés ont un niveau d'instruction égal. Cependant, les caractéristiques de l'emploi exercé ne sont pas les mêmes. Certains accèdent aux postes de cadres, alors que d'autres occupent des rangs de subalternes et sont tous issus de l'INP-HB.

De tout ce qui précède, il apparaît raisonnable de croire que l'origine sociale est comme un « stimulus » à la construction ou à la déconstruction des caractéristiques de l'emploi exercé chez les diplômés de l'INP-HB.

Le caractère public de l'INP-HB confère la possibilité à chaque bachelier admis au concours d'entrée à l'INP-HB, quel que soit leur milieu social d'origine et leur



situation socioéconomique, de bénéficier d'une formation qui leur permettra d'atteindre une position sociale conforme à leur mérite.

Cependant, certains diplômés obtiennent un emploi directement après leurs stages, alors que d'autres doivent chercher encore plus longtemps. Par ailleurs, à diplôme égal, les diplômés ayant des parents de statut de cadres supérieurs, accèdent aux postes de cadres.

Ainsi, la situation socioprofessionnelle des parents, consubstantielle au capital économique, et surtout culturel, détermine les modes de pensée et d'agir qui vont en retour agir sur le sens que les individus donnent à ces positions.

Au regard de ce qui précède, les diplômés d'origine sociale de parents cadres supérieurs, les amène plus à décrocher les emplois prestigieux.

La réussite scolaire corrélée à la position sociale occupée par les parents permet ou non la transmission de capitaux parmi lesquels figurent principalement le capital économique (ressources financières), le capital culturel (diplômes, qualifications intellectuelles, références culturelles des individus), le capital social (caractéristiques du réseau de connaissances, de relations sociales d'un individu relié à des personnes disposant elles-mêmes de capitaux importants) et le capital symbolique (prestige, honneur). Ainsi, dans le cas d'un capital économique, les parents donneront plus d'importance aux réseaux sociaux (associations) ou aux « bénéfiques symboliques » (Duru-Bellat, van Zanten, 2006 ; Ichou, 2010).

Par ailleurs, les parents de statut professionnellement supérieur ont une meilleure approche des difficultés du système éducatif et de l'emploi qui se complexifie au fil des années, notamment l'information sur les meilleures filières dans la logique des choix d'orientation peut se révéler cruciale. Et, donc, les enfants de parents diplômés héritent, à en croire Pierre Bourdieu, d'un capital culturel en adéquation avec les attentes de l'école (langage, fréquentation des œuvres culturelles, possession d'objets culturels).

Généralement, les enfants des classes défavorisées ne disposant pas de codes culturels propices à la réussite scolaire échouent fréquemment à l'école. La possibilité d'accompagner le travail scolaire des enfants est aussi fortement attachée au niveau de diplôme des parents, et particulièrement à celui de la mère à qui ce rôle est le plus souvent dévolu. Cela s'explique par la précarité économique induit une « distance symbolique » à l'école, un repli de la cellule familiale : il n'y a pas de démarche positive par rapport à l'école (Kamanzi et al, op. cit.).

En outre, le manque de dotation en capital culturel, explique dans une certaine mesure, l'échec professionnel des diplômés ayant des parents retraités et paysans ; entendu que ces diplômés issus de ces catégories de parents sont dépourvus de soutien économique et parfois même culturel. Les milieux populaires peuvent avoir des projets ambitieux pour leurs enfants mais les visées s'avèrent parfois contre



productives : soit la famille est trop pauvre, soit on observe une fermeture vers l'extérieur (Brinbaum et Kieffer, 2007).

Par conséquent, les positions sociales, voire professionnelles des parents à travers celles de leurs enfants (diplômés) se sont pérennisées. Ces diplômés deviennent, par conséquent, des « Héritiers » au sens de Bourdieu qui met en évidence la reproduction ; concept « cher » qui traduit la transmission des valeurs culturelles au sein des classes sociales. En un mot, les diplômés de l'INP-HB, du fait de leur milieu social d'origine, accèdent ou non aux emplois prestigieux, dans la mesure où, la pression familiale contribue à les maintenir dans l'enseignement supérieur afin d'obtenir un diplôme (d'ingénieur) (Gury, 2007 : 153).

Il apparaît, dès lors, que l'approche de la situation socioéconomique des parents dans les rapports sociaux de production traduit une approche structurelle symbolique des classes sociales, en fonction de leur position dans l'espace social certes, mais également des déterminations incorporées liées à ces positions. Le fait que tous les diplômés enquêtés ayant des parents cadres supérieurs soient insérés dans des emplois de cadre, favorise la pérennisation de l'emploi dans cette catégorie sociale, dans la perspective de sa reproduction et de sa légitimation dans les hiérarchies sociales.

Brinbaum et Kieffer (Op.cit.), soulignent qu'une certaine stabilité professionnelle, des parents plus instruits, incitent à une certaine ouverture, une proximité à l'école avec un projet global de mobilité sociale.

Conclusion

L'étude essaie de montrer comment les caractéristiques sociodémographiques et socioéconomiques déterminent l'accès aux emplois prestigieux occupés par les diplômés issus de l'Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny sur le marché de l'emploi. Bien que les résultats de cette communication montrent une influence de l'origine sociale sur l'accès aux emplois prestigieux à travers les dotations en ressources diverses. Notamment, les formes de capitaux (social, culturel, économique, etc.) constituent une base indéfectible pour les familles qui en détiennent ; favorisant ainsi des disparités sociales dans l'accès à l'emploi (Bourdieu, 1964). A l'analyse, l'accès à l'emploi des diplômés (emplois de cadre) se structure autour d'un déterminisme familial ; qui met non pas seulement les diplômés à forte dotation en capital en bonne posture pour l'emploi mais aussi une croyance en l'excellence des enfants de la part des parents peut devenir une prophétie auto-réalisatrice pouvant entraîner un engagement des diplômés de milieux défavorisés dans leurs parcours vers la réussite (Castets-Fontaine, 2011).



Bibliographie

- Agepe. (2012). *Offres publiques d'emploi du premier trimestre, Aout, Observation de l'emploi, des Métiers et de la Formation*. 16 pages.
- Akindès, F (2001), *Dynamique de la politique sociale en Côte d'Ivoire*, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Politique sociale et développement, *Document du programme n°8*, 65 p.
- Bourdieu, P. Passeron, J-C (1964), *Les Héritiers*, Paris, Minuit. 225 p.
- Brinbaum, Y. Kieffer, A (dir.) (2007), « Aspirations et parcours scolaires des jeunes issus de l'immigration : Réussites et désillusions, transmission et rupture entre générations ». In *Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, 3èmes Rencontres Jeunes et Sociétés en Europe et autour de la Méditerranée*, Paris.
- Castets-Fontaine, B (2011), « La randonnée vertueuse d'élèves de Grandes Écoles issus de « milieux populaires » *L'orientation scolaire et professionnelle*, vol. 40, n° 1, p. 3-25.
- Diarra, I., Kouadio K. E., Maiga Y. O. M., & Berte Z. (2011). *Les politiques de l'enseignement supérieur et leurs implications sur le développement économique et sociale de la Côte d'Ivoire*. *Afr educ dev issues*. EDUCI/ROCARE. ISSN N°2079-651X. N °3. PP. 104-125.
- Duru-Bellat M., Van Zanten, A (2006), *Sociologie de l'école*, Paris : Armand Colin, 3e éd. (1re éd. 1999).
- Eberhardt, M., Teal, F. (2010). Le Ghana et la Côte d'Ivoire : une inversion des rôles. Université d'Oxford. *Revue internationale de politique de développement*. pp. 37-54.
- Gury, N (2007), Les sortants sans diplômes de l'enseignement supérieur : la temporalité de l'abandon et profil des décrochés, *L'orientation scolaire et professionnelle (OSP)*. pp.137-156.
- Kamanzi, C., Zhang, X., Deblois, L. & Deniger, M.-A. (2007). L'influence du capital social sur la formation du capital humain chez les élèves résidents de milieux socioéconomiques défavorisé. *Revue des sciences de l'éducation*, 33(1), 127-145.
- Keho Y. (2005). *Relation entre investissement public et investissement privé en Côte d'Ivoire : contribution à l'analyse empirique d'un lien ambigu*, BUPED n°62, CAPEC-CIRES, 19 p.
- Koutou, N. C., Ettien A. A-M., Kanon G. L, Koffi A. P., & Acka D. C. (2007). *Côte d'Ivoire : Les crises de l'emploi des diplômés de l'enseignement supérieur*. Côte d'Ivoire. Rocare. 35 pages.
- N'Guessan, K. (2001). *Le marché du travail en Côte d'Ivoire n°4*, 35 p.



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

- Place D., Bruno V. (2009). L'influence des caractéristiques sociodémographique sur les diplômés, *Economie et Statistique*, Insee. pp. 125-147.
- Proteau, L. (1998). « La "reproduction en question". Ecole, Université et mouvements sociaux en Côte d'Ivoire ». In *Questions sensibles*. Paris. PUF. Coll. « CURAPP ». pp. 359-375.
- Valy C. D. (1979). *L'Université ivoirienne et le développement*, Les Nouvelles Editions Africaines, Abidjan- Dakar- Lomé.
- « Conférence de presse sur l'INP-HB », sur MESRS, 27 octobre 2011.